

Programme d'appui au développement de l'entreprise
et de l'emploi en milieu rural

Résultats et Mécanismes d'appuis
du partenariat **BIT-FIDA**

Promouvoir l'emploi pour réduire la pauvreté :

Un défi économique, Une Question de Sécurité

- La pauvreté extrême reste une réalité pour plus d'un milliard de personnes à travers le monde dont les $\frac{3}{4}$ vivent en zone rurale
- Au Sénégal, en dépit d'une performance économique au cours des dernières années, la pauvreté frappe entre 72% et 88% de la population rurale
- L'agriculture demeure la principale source de revenus alors qu'elle ne contribue qu'à raison de 20% au PIB et emploie encore plus des trois quarts de la population active
- Il est ainsi nécessaire d'investir dans le secteur tout en prêtant une attention particulière aux entreprises en zone rurale et de permettre l'accès une diversification des revenus
- Le secteur agricole traverse une crise profonde: dégradation des sols, pluies irrégulières, concurrence sur les marchés régionaux et internationaux, la production agricole peine à suivre le rythme de la croissance de la population

Objectif du FIDA en matière de lutte contre la pauvreté au Sénégal

- Renforcer les capacités des MPER et de leurs organisations et recentrer les politiques et les institutions de développement rural
- Accroître la productivité des secteurs porteurs d'emplois et améliorer l'accès aux services d'appuis financiers non financiers
- Augmenter les revenus des ruraux par une amélioration de l'accès aux capitaux et aux marchés
- Vision : Autonomisation des populations rurales
 - *« Permettre à chaque femme et chaque homme en zone rurale d'accéder aux ressources, de contribuer aux décisions politiques et d'investissement concernant la région, de permettre à chacun d'avoir accès à un revenu productif »*

Un partenariat avec le BIT pour des Emplois décents et productifs en zone rurale

- La but de l'OIT est axée sur l'objectif emploi productif et décent pour tous. *«Permettre à chaque femme et chaque homme d'accéder à un travail décent et productif dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité »*
- Relever le défi de l'emploi en zone rurale devient une condition préalable à l'élimination de la pauvreté et au développement durable et à la paix.

Quelques instruments et contributions de l'OIT

- *Convention 122 et recommandations 189 et 193*
- *Agenda global travail Décent*
- *Conclusions de la rencontre de Ouagadougou*
- *Recommandations de la 97 Assemblée Générale du BIT*

Partage d'une vision à travers une collaboration apportant un appui à la politique du FIDA en matière d'appui aux MPER – PROMER Phase II

- Budget: 10 milliards FCFA
- Cofinancement: FIDA (62%), BOAD (15%), Etat (18%), Bénéficiaire (5%)
- Durée: 7 ans: 2006-2013
- Tutelle: Ministère de l'Agriculture, de l'hydraulique et de la sécurité alimentaire
- Bénéficiaires: Entrepreneurs, Prestataires de services, organisation professionnelles, collectivités locales
- Zones d'intervention: Tambacounda, Kolda, Kaolack, Fatick, Thiès, Diourbel, Matam, Louga
- Unité de gestion PROMER II

Pourquoi le PROMER II

Prise en compte de facteurs influant sur le développement des MPE rurales:
Avoir une stratégies d'élimination des obstacles

**Promouvoir des MPME compétitives en
levant les obstacles à leur
développement**

**Accès aux services non
financiers de qualité**

**Compétences techniques
et managériales**

**Législation appropriée
répondant aux exigences
des MPME**

**Accès au crédit et autres
services financiers**

**Infrastructures de
transports et de
communications**

**Opportunités offertes par
les marchés publics et
privés**

Information adéquate

**Appui en matière de
Recherche et de
développement**

**Accès aux nouvelles
technologies**

- COMPOSANTE A : Accès aux services non-financiers d'appui au développement des MPE rurales

Renforcer les compétences des micros et petits entrepreneurs ainsi que les porteurs d'initiatives en leur permettant de créer ou de consolider leur activité/entreprise. Ce renforcement se fera par le biais de prestataires de services locaux.

- COMPOSANTE B : "Accès aux Services financiers"

Permettre un accès durable à des services financiers de proximité et adaptés aux MPE, aux entrepreneurs/porteurs d'initiatives et aux groupes vulnérables.

- COMPOSANTE C : "Renforcement des organisations professionnelles et de l'environnement politique, législatif et institutionnel"

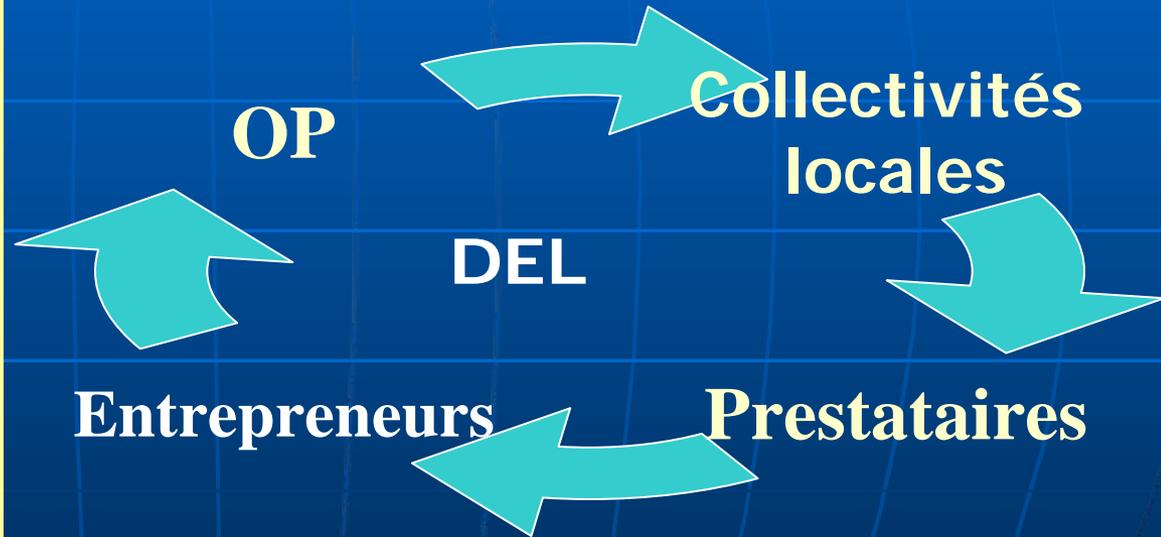
Promouvoir une plus grande représentativité des micro et petites entreprises rurales au sein des organisations professionnelles et des chambres consulaires .

- COMPOSANTE D : "Services d'information aux entreprises"

Pérenniser une plateforme d'échanges d'informations entre les différents acteurs.

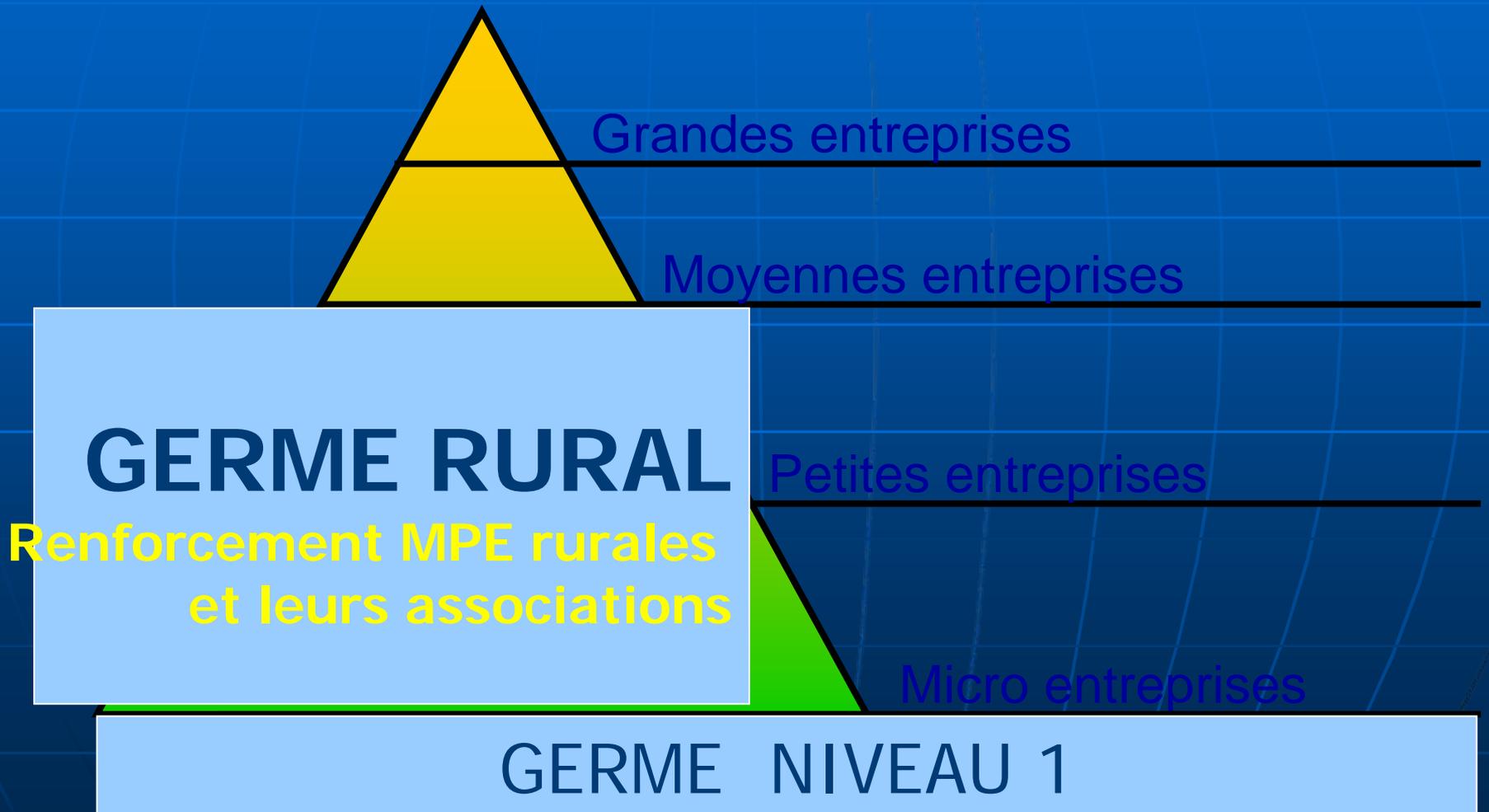
Rôles et missions d'appui du BIT

- **Appui méthodologique dans la mise en oeuvre de la composante A et C**
- **Conception d'outils et de manuels adaptés au développement de l'entreprenariat en milieu rural**



Quelques résultats

Résultats: les produits GERME adaptés au développement de l'entreprenariat rural



**Acteur 3 : Organisations
professionnelles**

**Acteur 4: Collectivité locale
Cadres de concertations**

GERME adapté à la zone RURALE

GERME
Manuels, outils
s&e

PACTE
Manuels,
Outils s&e

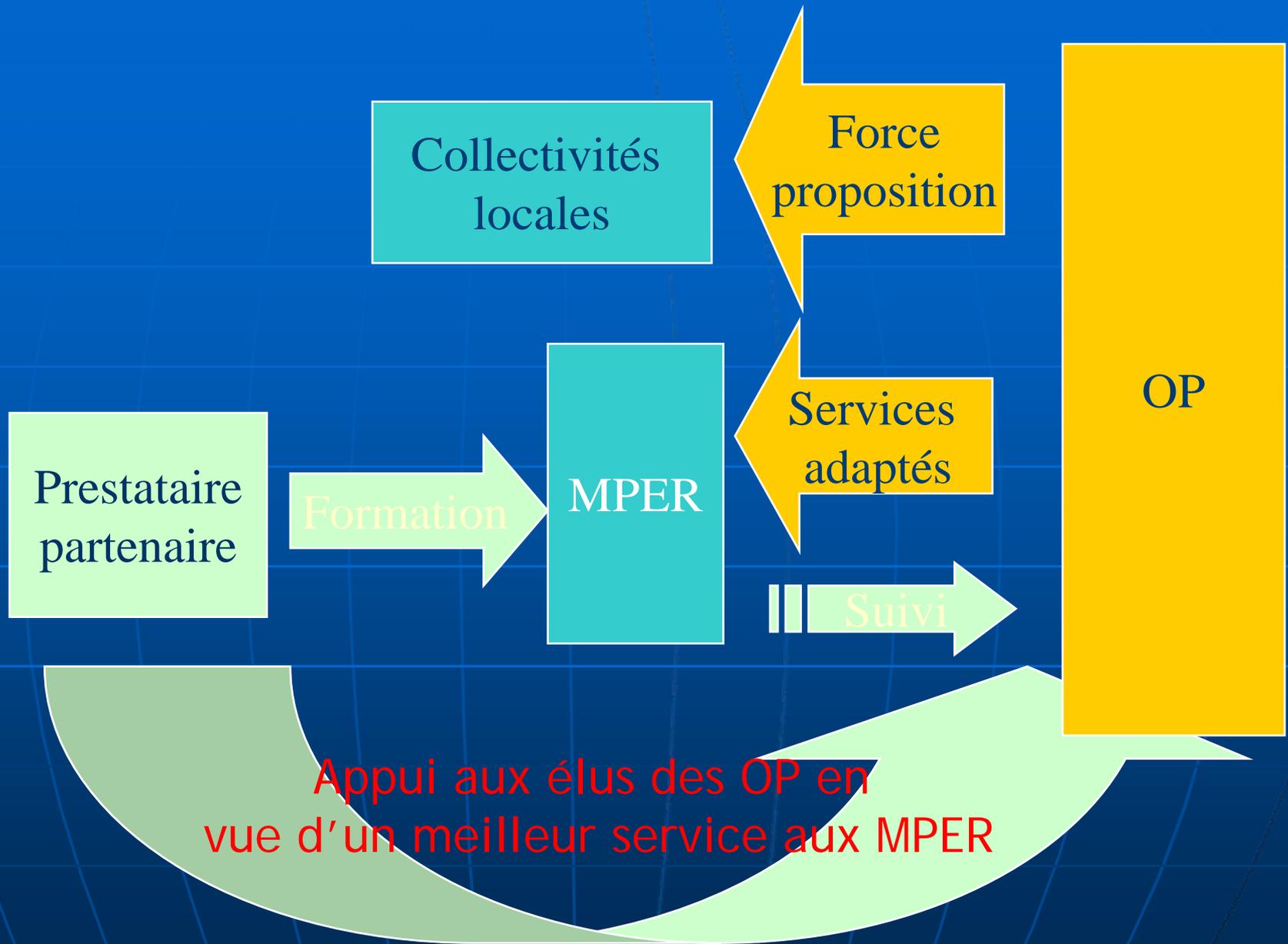
PERENNISATION
Technique,
organisationnelle,
financière

Acteur 2 : Entrepreneurs type 2
*Micro, petites entreprises rurales
* AGR

Acteur 1 : Entrepreneurs type 1
Prestataires des services privés ou
publics

Résultats: 32 conseillers d'entreprise pour un appui efficace aux MPE rurales, organisations professionnelles et chambres consulaires...





Collectivités
locales

Force
proposition

Prestataire
partenaire

Formation

MPER

Services
adaptés

OP

Suivi

Appui aux élus des OP en
vue d'un meilleur service aux MPER

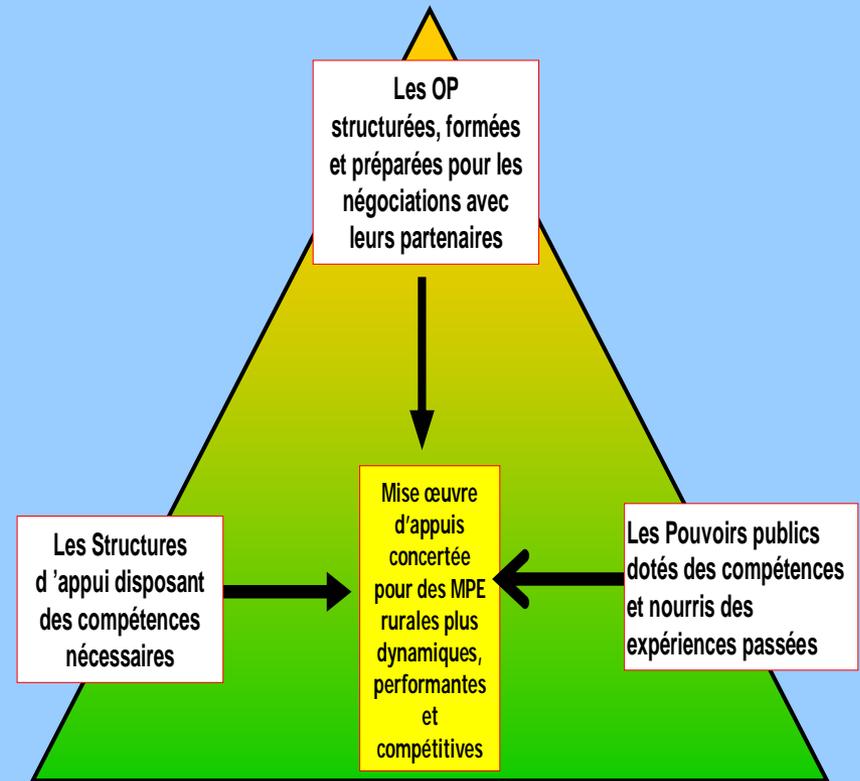
Résultats

- Sélection de 32 OP régionales et nationales et renforcement de capacités de 160 responsables des OP pilotes
- Appui à la prise en compte de l'expérience du PROMER et de la MPME rurales dans la LPS

Perspectives 2009: Appui aux cadres de concertations et aux politiques

- Harmoniser les interventions et conjuguer les forces pour mieux booster l'entrepreneuriat rural
- Associer les démembrements des structures et capitaliser sur l'existant
- Appuyer la réorganisation du secteur par filière ou corporations de métiers même s'il faut interpeller l'Etat avec l'ensemble des acteurs
- Associer le secteur privé dans la mise en place de la stratégie

Principaux acteurs



Dimension emploi décent...

Élaboration d'un mécanisme visant la mise en place d'un emploi de qualité à travers des synergies avec des programmes complémentaires du BIT:

- WIND/Santé et sécurité au travail,
- IPEC/Pire forme du travail des enfants
- STEP/Protection sociale

MERCI

Objectifs du PROMER Phase II

Contribuer à la **reduction de la pauvreté en milieu rural par la creation et/ou consolidation de MPER générant des emplois perennes** et entraînant une augmentation et une diversification du revenu des ménages dans une perspective **d'équité hommes-femmes**

Consolidation ou création de MPER rémunératrices et créatrices d'emplois durables dans les zones de concentrations du projet

Structuration et professionnalisation du secteur de l'entreprenariat rural suivant les filières et créneaux sélectionnés

Amélioration de l'environnement politique, législatif et institutionnel

<u>OP</u>	Filières	Critères de sélection
KAOLACK	Produits halieutique, céréales, textiles, Sel, agro transformation, agriculture biologique, Métal mécanique, coiffure, Anacarde	<ul style="list-style-type: none"> ■ Spécificité de Filière par rapport à la région ■ Degré de Représentativité des membres ■ Potentialité et capacités d'appui au membres ■ 4 OP / REGION
KOLDA	Apiculture, Lait, Fruits et légumes, céréales, Métal mécanique	
LOUGA	Lait, Textile, Céréales, fruits et légumes, Coiffure, Cuirs et peaux	
MATAM	Lait, Menuiserie, Textile, Métal mécanique	

PACTE: Une approche valorisant la professionnalisation, la pérennisation technique et organisationnelle de l'OP

Des manuels:

- Rôles et fonctions
- Plans d'actions
- Plaidoyer et lobby
- Organisation du secteur
- Commercialisation et accès au marchés
- Mobilisation des fonds et accès au crédit
- Systèmes d'information
- Protection sociales et microassurance
- Genre et OP

Un mécanisme de suivi participatif avec des outils et indicateurs

- Développement de formateurs endogènes
- Professionnalisation des acteurs /élus
- Offres de services de qualités de l'OP en vue d'une meilleure adhésion des membres